



Déclaration liminaire FSU 24 CSAsd du 4 septembre 2025

Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et messieurs les membres du CSAsd,

Ce CSAsd est pour nous l'occasion de rendre hommage à notre collègue Caroline Grandjean qui s'est donné la mort en cette rentrée, victime d'une campagne d'homophobie. Combien de professeurs, en arrêt maladie en cette rentrée, souffrent du manque de respect et de considération ? Nous pensons à Caroline et à sa famille, mais aussi à toutes celles et tous ceux que ce métier détruit.

Dans ces premiers jours de rentrée, même si le bilan est encore un peu prématuré, celle-ci s'opère dans des conditions identiques aux années précédentes, en pire : manque d'enseignants, manque de personnels administratifs, manque d'AESH avec un dysfonctionnement chronique, conditions de travail dégradées, salaires gelés...

La rentrée scolaire a lieu dans un contexte politique très incertain et une situation sociale bouillante. Si changement de ministre il y a (le ou la 7ème en 3 ans), le mouvement social doit être fort et peser pour un changement radical de politique. Le budget prévu pour le ministère ne peut rester en l'état. Au contraire, dans le premier comme dans le second degré, la baisse démographique doit permettre de faire fonctionner l'école différemment et d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels au sein d'une école réellement inclusive.

L'école inclusive ! Nous vous avons alertée, madame l'Inspectrice, au mois de juin dernier, des dysfonctionnements, des carences, et de la souffrance des personnels, des élèves et de leurs familles. Les premières remontées du terrain laissent à penser que rien n'a changé, bien au contraire, notamment dans le dysfonctionnement des PIAL. La souffrance quotidienne va se poursuivre. Nous mobiliserons les personnels si besoin.

Face aux difficultés rencontrées par les collègues dans le quotidien, la réponse consiste trop souvent à la mise en place de protocoles inefficaces.

- Un élève est harcelé ? Appliquez le protocole, et surtout débrouillez-vous bien seuls.
- Cet-te élève a des difficultés dans les apprentissages ? Suivez le protocole avant de demander de l'aide.
- Un autre est régulièrement en crise ? Établissez un protocole de gestion de crise...

Et les protocoles s'empilent, protocoles dont nous connaissons toutes et tous l'infaisabilité et l'inefficacité. Mais surtout, ce sont des protocoles qui engagent peu l'État et qui coûtent peu. Des protocoles qui renvoient systématiquement à la responsabilité des individus, en ce qui nous concerne à des professionnels par ailleurs infantilisés et méprisés.

En cette rentrée toujours, la situation des collègues directrices et directeurs d'école devient intenable. En plus de toutes les tâches chronophages liées à l'exercice de leur fonction et à une première période déjà trop chargée, il leur est demandé :

- d'animer, courant septembre, « une séance de sensibilisation aux stéréotypes de genre, d'une durée de 2h »

- de prendre connaissance et de s'approprier du « vademecum pour accompagner les équipes éducatives à la construction d'une politique du numérique au sein de chaque école et mettre en œuvre les mesures de régulation attendues »
- de « piloter » la mise en œuvre du « programme d'éducation à la vie affective et relationnelle », sans formation et alors que les contenus de ce programme, que nous avons soutenu dès les premières discussions, est particulièrement sensible dans nombre d'écoles
- de rédiger un « protocole en santé mentale » après avoir lu de très nombreuses pages de ressources

Que pouvez-vous répondre à cela ? Pensez-vous que ce soit juste et tenable ? Ajoutons qu'un des chefs de service de la DSDEN se permet d'écrire aux directrices et directeurs d'écoles le 21 juillet afin d'effectuer une opération administrative avant le 31 juillet. C'est juste inadmissible, irrespectueux, et à la limite de la faute professionnelle.

Nous mobiliserons également ces collègues durant l'année.

À l'école, nous avons besoin de sérénité, de temps, d'adultes formé·e·s dans les domaines de la pédagogie, de l'accompagnement, comme de la santé. Autrement dit : nous avons besoin de moyens.

L'annonce des 44 milliards d'économies par le Premier Ministre auto-éjectable, au prétexte de la dette, augure une toute autre politique pour les fonctionnaires et les usagers du Service Public. Il y a beaucoup à craindre pour les moyens alloués à l'école, mais aussi pour le respect des droits des personnels et des élèves.

Sans mouvement social d'ampleur, sans changement de politique, c'est donc une nouvelle année de régression sociale pour les personnels qui se dessine en termes de rémunération avec le gel du point d'indice, la suppression de la GIPA, qui s'ajoutent aux mesures punitives d'instauration du jour de carence, de baisse d'indemnisation des congés maladie.

La FSU, avec ses partenaires, mobilisera les personnels et s'engagera dans les luttes sociales pour que ça change vraiment, enfin.

Les représentants FSU24